

Covid-19 : les usagers de drogue, les grands-oubliés

Le contexte actuel de la pandémie de COVID 19 met à mal nos structures d'accueil, de réduction des risques et de soins. Nos établissements prennent en charge des usagers de drogues souvent précaires. Les CAARUD (centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues) et CSAPA (centre de soins et d'accompagnement et prévention en addictologie) sont en première ligne pour recevoir les publics les plus vulnérables, fragiles et laissés pour compte de notre ville.

En laissant ouverts les tabacs et les caves à vin, l'Etat a pris des mesures de bon sens pour éviter aux fumeurs et aux buveurs les effets délétères d'un sevrage brutal et forcé. Pour les usagers de drogues illicites les choses sont plus compliquées : leurs ressources souvent issues de « la manche » se tarissent, les produits sont moins disponibles et deviennent trop chers. Résultat, nombre d'entre eux se retrouvent en état de manque, en prise à de fortes souffrances physiques et psychiques. Les plus autonomes se tournent vers les rares centres de soins à ne pas être débordés par leurs propres patients. Les autres voient leur état de santé se dégrader très rapidement et sont d'autant plus vulnérables à l'épidémie.

La crise actuelle agit en révélateur des manquements de notre société vis-à-vis de ses membres les plus vulnérables et met en lumière les limites d'un système basé sur la prohibition et la répression... A l'heure de l'urgence sanitaire et malgré nos demandes, il n'existe pas en région parisienne de dispositif d'hébergement à hauteur des besoins du public en errance. Le stigmate de l'usage de drogues jette un voile sur la réalité chaotique des parcours de vie des usagers. Nous sommes confinés ? Ils sont enfermés dehors et beaucoup vont en mourir.

La forte présence des forces de l'ordre aux alentours de Lariboisière et gare du nord, parfaitement justifiée pour sécuriser le quartier en ces temps difficiles, repousse les usagers de drogues et le deal vers d'autres quartiers, elle ne les fait pas disparaître. C'est déjà ce qui s'est passé avec les évacuations très médiatisées de la Porte de La Chapelle (puis d'Aubervilliers et de La Villette), un report massif s'est fait sur Eole et Stalingrad/Jaurès. C'est ce qui est en train de se passer à la gare du Nord et bientôt, d'autres riverains se plaindront des intrusions dans leurs immeubles et du deal dans des quartiers jusque là épargnés. La seule réponse répressive sans possibilité de repli n'est pas efficace comme réponse aux scènes d'usage de drogues.

Sans réelle possibilité de respecter le confinement, sans ressources et sans soins, les consommateurs de produits à la rue et nos équipes qui continuent leur travail auprès d'eux doivent en plus subir des invectives, insultes et propos diffamatoires relayés par des médias d'envergure nationale. Quelqu'un peut-il imaginer qu'il se trouve des gens pour lancer des billes en verre sur les usagers qui attendent leur tour devant nos locaux ? Ajoutant à l'anxiété globale dans laquelle est plongée la planète entière, on va une fois de plus désigner le toxicomane à la rue comme le coupable idéal, le pestiféré qui trouble le calme de nos villes pourtant quasi-désertes et dont le malheur nous gêne. Comme une misère bien trop grande pour mériter notre solidarité.

Nous considérons urgent :

- Que des solutions d'hébergement à hauteur des besoins des personnes à la rue soient trouvées dès aujourd'hui par l'État.
- Que soit garanti l'accès aux dispositifs de santé pour les usagers de drogues

- Que cessent les propos diffamatoires et les attaques à l'encontre de nos dispositifs destinés aux plus démunis.
- Que la police protège VRAIMENT les plus vulnérables

Nous, associations de santé communautaire , établissements médico sociaux, associations d'auto support, associations de quartier, collectifs de riverains et de parents d'élèves des alentours de la salle de consommation à moindre risque, prenons aujourd'hui la parole pour alerter l'opinion sur les conditions de vie des usagers de drogues sans abri du Nord-Est parisien.

Élisabeth Avril, Directrice de Gaia

Aurélien Beaucamp, Président d'AIDES

Jean-Raphael Bourge, Président d'Action Barbes

Philippe De Botton, Président de Médecins Du Monde

Collectif des parents riverains de la Salle de Consommation à Moindre Risques de Paris

Jean Michel Delile, Président de la Fédération Addiction

Jean Maxence Granier, Président d'ASUD

Florent Gueguen, Directeur de la Fédération des Acteurs de Solidarité

Daniel Keller, Eric Labbé et Richard Raymond, collectif des habitants Stalingrad-La Chapelle